



À L'OCCASION DE
**LA JOURNÉE
INTERNATIONALE
DES FEMMES**
DU 8 MARS 2019

**PARTI
OUVRIER**
INDÉPENDANT
DÉMOCRATIQUE

Réunion à l'initiative du comité du POID du Rhône

**Le vendredi 8 mars 2019, à 18h,
au Café Rose (à l'étage) - 80 rue de Marseille, Lyon 7^e
Tram T1 "Rue de l'Université" / T2 "Centre Berthelot" / Métro B "Jean Macé"**

**« PARTOUT DANS LE MONDE, LES FEMMES TRAVAILLEUSES SONT CONFRONTÉES
ET SE BATTENT CONTRE LEURS CONDITIONS D'EXPLOITATION ET D'OPPRESSION. »**

Cette phrase aurait sûrement pu être prononcée par les militantes renommées Clara Zetkin, Rosa Luxembourg ou Alexandra Kollontaï, lorsque fut instaurée la "journée internationale des femmes" par la 2^e conférence internationale des femmes socialistes, réunie à Copenhague en 1910.

Mais sa véracité est tout aussi forte aujourd'hui, en ouverture de l'**Appel pour la journée internationale des femmes du 8 mars 2019** (à lire au verso) lancé par :

Hassina Sadet, représentante de la LRA (Gauche radicale d'Afghanistan) ;

Christel Keiser, responsable de la commission femmes travailleuses du POID (France) ;

Rubina Jamil, présidente du syndicat APTUF (Pakistan) ?

La réunion à laquelle nous vous invitons à participer ce 8 mars, à Lyon, est organisée en réponse - parmi bien d'autres - à cet appel.

Parce que, comme nous l'évoquions plus haut, le 8 mars a une histoire - dont l'origine se mêle à celle du mouvement ouvrier -, une camarade reviendra à cette occasion sur la place de la revendication du droit de vote des femmes, pour le "suffrage universel, sans distinction de sexe", qui fut au centre des combats de ces années 1910, notamment en Allemagne où les femmes manifestent le 8 mars 1914 sur ce mot d'ordre... qui sera réalisé par la révolution allemande quatre ans plus tard.

Au lendemain de notre réunion du 8 mars, se tiendra à Paris une assemblée organisée par la commission femmes travailleuses du POID, dans laquelle les trois militantes d'Afghanistan, de France et du Pakistan prendront la parole. Aussi nos débats à Lyon ce 8 mars seront-ils une contribution à la réponse aux questions soulevées dans son invitation :

« Dans cette assemblée, nous dresserons l'acte d'accusation contre le gouvernement Macron-Philippe qui mène une politique exclusivement au service des patrons, une politique dont l'objectif est de détruire les droits de tous les travailleurs et une politique dont les femmes sont les premières victimes... et contre laquelle elles se battent. »

N'en doutons pas, ce 8 mars comme chaque année, ceux qui nous gouvernent vont faire des discours, la main sur le cœur, sur les droits des femmes.

Mais pourtant, les faits sont là ! Quelle est la politique concrète de ce gouvernement vis-à-vis de nous, les femmes ?

Parmi les dernières mesures mises en œuvre ou annoncées, qui frappent particulièrement les femmes :

- *Ils suppriment 12 000 postes à la Sécurité sociale, ce qui entraîne la fermeture de services, ainsi que des réorganisations et des mutualisations dans tous les organismes de la Sécu au détriment du service rendu aux assurés sociaux, allocataires et retraités. C'est contre ces mesures que les personnels étaient en grève, à l'appel de leurs organisations syndicales, le 18 décembre dernier.*
- *Ils transfèrent la compétence scolaire des communes aux intercommunalités, ce qui augmente le risque de disparition des petites écoles. C'est contre ce transfert que se dressent de nombreux élus qui veulent conserver leur école.*
- *Ils développent la précarité au travail. C'est pour l'amélioration de leurs conditions de travail que les femmes de ménage de l'hôtel Park Hyatt Vendôme, à Paris, ont fait 87 jours de grève, grève victorieuse.*
- *Ils veulent liquider les pensions de réversion : 34 milliards d'euros que le gouvernement veut économiser. 89 % des bénéficiaires sont des femmes !*
- *Ils augmentent les prix des produits alimentaires de plus de 6 % dans les supermarchés depuis le 1^{er} février 2019 en application de la loi Alimentation, qui prend dans la poche des consommateurs pour engraisser la grande distribution.*
- *Ils liquident le bac et le lycée et remettent en cause l'école de la République.*

Comment combattre cette politique ? Comment la mettre en échec ?

C'est l'affaire des femmes travailleuses, mais aussi de l'ensemble des travailleurs. »

Pour en débattre, soyons nombreuses (et nombreux) le 8 mars à Lyon !

Vous pouvez aussi nous écrire pour contribuer à cette discussion, comme l'a fait Noémie (ci-contre).

Merci d'envoyer votre contribution à rhone.poid@gmail.com

« Le Président Macron n'est pas un président pour les Femmes plus qu'il ne l'est pour le peuple, ou la planète. Il est le leader d'un pays, d'un gouvernement, d'un exécutif, au service d'un idéal : La France, cette "grande nation", au sein d'un plus grand cosmos : la finance. »
(extrait de la contribution de Noémie)

Qui sommes-nous ?

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation pour l'Internationale ouvrière (COI) a été constitué lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) les 19, 20 et 21 novembre 2016 rassemblant des délégués de 28 pays.

● Le COI a été constitué sur la base du Manifeste de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, manifeste qui a reçu l'adhésion de militants ouvriers et de responsables d'organisations politiques et syndicales de 46 pays (*)

● Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :

Innocent Assogba (Bénin)
Alan Benjamin (États-Unis)
Colia Clark (États-Unis)
Constantin Cretan (Roumanie)
Berthony Dupont (Haïti)
Ney Ferreira (Brésil)
Daniel Gluckstein (France)
Rubina Jamil (Pakistan)
Apo Leung (Chine)
Gloria Gracida (Mexique)
M.A. Patil (Inde)
Mandlenkosi Phangwa (Azanie)
Klaus Schüller (Allemagne)
Jung Sikhwa (Corée)
John Sweeney (Grande-Bretagne)
Mark Vassilev (Russie)
Nambiath Vasudevan (Inde)

(*) Afghanistan, Azanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Biélorussie, Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Mali, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Rwanda, Sénégal, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Vénézuéla, Zimbabwe.

Lettre d'information

Appel pour la journée internationale des femmes

8 mars 2019

Partout dans le monde, les femmes travailleuses sont confrontées et se battent contre leurs conditions d'exploitation et d'oppression.

Au Pakistan

- Toutes les femmes qui travaillent dans les usines, dans le secteur agricole, dans les briqueteries, sont exploitées.
- Le harcèlement sexuel au travail surtout chez les ouvrières de l'habillement (ce secteur emploie 42 % de femmes) ; refus de leur verser leur salaire, de leur payer leurs heures supplémentaires, harcèlement moral, harcèlement sexuel, plaisanteries graveleuses, attouchements, remarques démagogiques pour les femmes travailleuses.
- Exploitation et harcèlement à l'encontre des enseignantes, des femmes médecins et des infirmières.
- Pas d'égalité de salaire.
- Dans un grand nombre d'entreprises où travaillent une majorité de femmes, les syndicats sont, de fait, interdits.
- Diminution des congés de maternité.
- Jet d'acide sur le visage et le corps des femmes.
- Violences domestiques : les femmes sont battues brutalement par leur mari et aussi par d'autres membres de la famille de leur mari.
- Le droit de la Sharia existe encore au Pakistan (« Hudood », la loi contre le blasphème qui permet de condamner à mort) avec des lois permettant d'exploiter les femmes travailleuses.
- Les viols commis sur des petites filles âgées de 6 à 12 ans sont en augmentation.
- Les crimes d'honneur.
- Sur la scène politique, les femmes n'accèdent pas à des postes élevés et sont harcelées par leurs homologues masculins.
- Diminution du nombre de femmes participant à des structures décisionnelles.

En Afghanistan

- Les femmes n'ont aucun droit à l'instruction ;
- Les femmes ont un statut de deuxième classe dans la société ;
- Elles sont confrontées aux coutumes et aux traditions qui sont contre elles ;
- Elles sont victimes de la violence domestique ;
- On considère encore les femmes comme la propriété des hommes ; elles sont vendues contre de l'argent. Par exemple, un homme de soixante ans peut se marier avec une petite fille de 10 ans pourvu qu'il paye le prix.
- Le manque d'équipements de santé : il n'existe pas de maternité et plus de 5 000 femmes meurent à la naissance de leur enfant ;

- Harcèlement sexuel au travail ;
- Jet d'acide sur le visage des filles à l'école et à l'université ;
- Dans les régions contrôlées par les Talibans, il n'y a pas d'écoles pour les filles. Elles ne peuvent pas paraître en public et on les kidnappes et les utilise comme esclaves, servantes ou objets sexuels ;
- Dans la plupart des régions, les filles sont mariées entre 10 et 15 ans ;
- Les femmes travaillent très dur et dans de mauvaises conditions dans les usines et ailleurs ;
- Durant les dernières années, beaucoup de jeunes filles se sont suicidées et certaines se sont immolées par le feu à cause des pressions de la société.

En France

- Les femmes subissent la double oppression : elles sont exploitées au travail, comme l'ensemble des travailleurs, et sont en plus très souvent chargées des tâches ménagères et familiales.
- Les écarts de salaire entre hommes et femmes s'élèvent à 15 %.
- Elles sont, davantage que les hommes, confrontées à la précarité et subissent le travail partiel imposé.
- En conséquence du rétablissement du travail de nuit dans l'industrie, les femmes connaissent un risque de cancer accru (du sein, gastro-intestinal et de la peau).
- Deux tiers des maternités ont fermé en 40 ans (de 1 400 à 512).
- En conséquence, des centres d'IVG sont également fermés, remettant en cause, de fait, le droit à l'avortement.
- Les places en crèches collectives publiques sont largement insuffisantes, empêchant les femmes de travailler.
- En France, les femmes combattent cette politique, dans le cadre du combat d'ensemble de la classe ouvrière (dans les partis ouvriers et les syndicats).

Partout, aidons à organiser ce combat.

C'est pourquoi nous proposons d'organiser une assemblée publique de femmes travailleuses, le 8 mars 2019, à l'occasion de la journée internationale des femmes.

Rubina Jamil
 (All Pakistan Trade Union Federation, APTUF),
Hassina Sadet
 (Left Radical of Afghanistan, LRA),
Christel Keiser
 (Parti ouvrier indépendant démocratique, POID, France)